

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
**DEPARTEMENT DU HAUT-RHIN**  
**COMMUNE DE BUHL**

**Le Maire de la Commune de BUHL**

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-2

**VU** le code de la santé publique et notamment les articles L.3334-2, L.3335-4 et L.3342-1

**VU** le code de la santé publique et notamment les articles L.3334-2, L.3335-4 et L.3342-1

**VU** l'arrêté préfectoral n°2011-150-4 du 30 mai 2011 modifié portant règlement de la police départementale de débits de boissons

**VU** la demande présentée le **22 mai 2023** par **Mme FRANCK Hyacinthe** agissant en qualité de **Présidente de l'Office Municipal des Sports et de la Culture de Buhl**, sollicitant l'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire dans le cadre de l'organisation de la manifestation intitulée « Le Petit Montmartre Buhlois » devant se dérouler les **samedi 3 juin et dimanche 4 juin 2023** autour de l'Eglise de BUHL.

**CONSIDERANT** qu'une autorisation de débit de boissons temporaire en application de l'article (L3334-2 ou L.3335-4) du Code de la Santé Publique est ainsi justifiée,

**CONSIDERANT** que la demande présentée par **Mme FRANCK Hyacinthe** constitue la 2<sup>ème</sup> autorisation de l'année en cours pour l'association.

**ARRETE N°112/2023**

**Article 1<sup>er</sup> :** **Mme FRANCK Hyacinthe, Présidente de l'Office Municipal des Sports et de la Culture de Buhl**, est autorisé à exploiter un débit de boissons temporaire de 3<sup>ème</sup> catégorie, les **samedi 3 et dimanche 4 juin 2023**, autour de l'Eglise Saint-Jean-Baptiste de Buhl, à la manifestation intitulée « **Le Petit Montmartre** »

**Article 2 :** Il ne peut être vendu ou offert, sous quelque forme que ce soit, que des boissons des premier et troisième groupes définis à l'article L.3321-1 du Code de la Santé publique :

- *Groupe 1* : les boissons sans alcool ou les jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1.2° d'alcool ;
- *Groupe 3* : les vins, bières, cidres, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et de jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2° à 3° d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de
- 18 ° d'alcool pur.

**Article 3 :** L'organisateur est tenu de veiller à ce que toutes les prescriptions locales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des débits de boissons soient respectées. (interdiction de vente d'alcool aux mineurs et heure de fermeture)

**Article 4 :** Cette autorisation n'est valable que pour la personne et la manifestation mentionnée ci-dessus. L'accès des lieux est interdit aux mineurs des deux sexes non accompagnés de leurs parents ou tuteurs. L'organisateur, sous la responsabilité de son Président devra appeler l'attention des participants sur le fait que tout auteur de troubles nocturnes, sur la voie publique et sur les lieux de la manifestation sera poursuivi conformément à la loi. L'organisateur devra respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral relatif à la prévention des nuisances sonores et de la lutte contre les bruits de voisinage, notamment à partir de 22 heures. Les auditions de musique devront être réduites dès 22 heures.

**Article 5 :** Madame la directrice générale des services de la commune de Buhl et le Commandant de la brigade de gendarmerie de Guebwiller sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'organisateur **M. COQUELLE Yves**. La présente autorisation devra être présentée sur leur demande, aux agents de l'autorité.

**Article 6 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise à la Gendarmerie de Guebwiller, au demandeur.

Fait à BUHL le 22 mai 2023

**Le Maire,  
Yves COQUELLE**



Mis en ligne le : 22 mai 2023

**Le Maire,**

- Certifie sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.